

PREMIER RÔLE

Thomas Piketty dirigera l'École d'économie de Paris

Actuellement, c'est un Français – François Bourguignon – qui occupe le poste de vice-président et économiste en chef de la Banque mondiale. «*Mais les 300 économistes qui travaillent en dessous de lui ont été formés dans des universités américaines*», résume Thomas Piketty (photo Martin Bureau/AFP), le jeune économiste de 34 ans que Dominique de Villepin vient de nommer à la tête de la future École d'économie de Paris. «*Sans vouloir relancer la guerre, on peut considérer que ceci entraîne un formatage excessif des esprits.*» Le chercheur, chroniqueur pour *Libération*, connu pour être l'auteur d'un manifeste en faveur de l'impôt progressif (*Les Hauts Revenus en France au XX^e siècle*, Éditions Grasset, 2001), en est convaincu : les organisations internationales gagneraient à accueillir des chercheurs formés en Europe, et notamment en France, sensibilisés «*au rôle de l'État dans l'économie, à l'analyse des politiques publiques...*»

Visiblement, ce rêve est partagé par Dominique de Villepin. Le premier ministre lui a demandé de prendre les rênes de ce nouveau «campus», comme ceux qu'il souhaite voir se créer dans tous les domaines de la recherche, disposant



d'un statut de fondation pour plus de souplesse et exerçant «*une véritable attractivité internationale*». Nul doute que la renommée de Thomas Piketty – lauréat à 22 ans du Prix de thèse de l'Association française de science économique, membre de la commission économique de la nation à 27 ans, médaille de bronze du CNRS à 30, et Prix du meilleur jeune économiste un an plus tard – y contribuera.

Dans un campus unique – boulevard Jourdan à Paris – mais avec l'apport de différents partenaires (École normale supérieure, université Paris I) des formations de haut niveau, de type mastère ou doctorat, seront délivrées à des étudiants français ou étrangers. L'objectif est clair : «*Concentrer des forces jusque-là dispersées et, grâce à cela, rivaliser avec les meilleurs programmes internationaux.*» «*Nous avons un excellent potentiel humain, mais nous manquons de visibilité à l'étranger*», assure le jeune chercheur. Un seul exemple ? Son programme de formation Analyse et politique économique a fini par voir le jour «*à l'ENS, mais en partenariat avec l'EHESS, l'ENSAE, l'X, l'ENPC et HEC*... «*Les étudiants français ont déjà du mal à s'y retrouver. Mais imaginez à l'étranger!*»

ANNE-BÉNÉDICTE HOFFNER

Le livre

Par Olivier Jay

Tourisme en France Les enjeux pour 2020

Par Paul Dubrule

Le Cherche Midi, 95 p., 7,5 €.

On a beau avoir des richesses naturelles – un climat, des plages, des montagnes – et surtout un exceptionnel patrimoine culturel, rien n'est jamais acquis. Paul Dubrule, quasi retraité (quoique...), milite au service de sa profession en reprenant la présidence de Maison de France, une structure chargée de fédérer les énergies pour vendre la France à l'étranger. Il y a urgence. Le petit livre, très concret du cofondateur du géant hôtelier Accor, se lit, en creux, comme un cri d'alarme : il invite l'ensemble des professionnels à se ressaisir, à s'unir pour construire ensemble l'offre touristique de demain. Sinon, la France sera distancée comme elle l'est depuis peu par l'Espagne. Or, le tourisme est un peu notre pétrole. La France en retire 105,8 milliards d'euros de recettes, deux millions d'emplois et dix milliards d'euros d'excédents de notre balance des paiements. Les perspectives pour les vingt prochaines années sont prometteuses : plus de 100 millions de touristes par an grâce à l'ouverture de nombreux pays dont, évidemment, la Chine. Mais le fonctionnement du secteur offre un miroir grossissant de nos défauts. La centralisation : la majorité des touristes se concentre sur une infime portion (20 %) de notre territoire : la région parisienne, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Objectif : ramener cette proportion à 60/40, ce qui changerait bien des choses. Les blocages sociaux : dans des métiers aussi stratégiques, 50000 offres d'emplois ne sont pas pourvues chaque année. C'est la conséquence d'une formation insuffisante et de salaires trop bas dus à un coût du travail trop élevé. Autre signal : il n'existe en France aucun institut de recherche sur les pratiques sociales du tourisme. Paul Dubrule propose donc plusieurs mesures qu'il va s'efforcer de promouvoir. D'abord mettre en réseau les acteurs du tourisme, à l'image de cette Maison de la France. Et appuyer tous ces efforts sur l'extraordinaire patrimoine culturel français. Valoriser des atouts naturels et historiques, développer un peu de solidarité : est-ce insurmontable ?